

Répertoire de jurisprudence de Droit du travail

Jean-Luc PUTZ – Georges WIRTZ

Table des matières détaillée

I. EMPLOYEUR ET SALARIÉ

1. LE SALARIÉ

1.1. Généralités

1.2. Ancienneté

1.2.1. Notion et généralités

1.2.2. Ancienneté et reprise de contrat

1.2.3. Ancienneté et découpages contractuels

1.2.4. Ancienneté au sein d'un groupe ou d'une EES

1.3. Vie privée sur le lieu de travail

1.3.1. Courrier électronique

1.3.2. Autres aspects

1.4. Autorisation de travail

2. L'EMPLOYEUR

2.1. Identification de l'employeur

2.1.1. Généralités

2.1.2. Cas particulier des associations d'avocats

2.2. Cumul d'employeurs

2.2.1. Généralités

2.2.2. Le co-emploi

2.3. Entité économique et sociale

3. POUVOIRS PATRONAUX

3.1. Pouvoir de direction

3.1.1. Généralités

3.1.2. Mandant apparent

3.1.3. Changement des conditions de travail

3.1.4. Règlement d'ordre intérieur

3.2. Pouvoir de contrôle

3.3. Pouvoir et sanctions disciplinaires

3.3.1. Généralités

3.3.2. Pardon social

3.3.3. Avertissements

3.3.4. Rétrogradation disciplinaire

- 3.3.5. Sanctions conventionnelles ; amendes
- 3.4. *Droit à la prestation de travail*
- 3.5. *Non-discrimination*
 - 3.5.1. Généralités
 - 3.5.2. Discrimination au niveau du salaire
 - 3.5.2.1. Principes
 - 3.5.2.2. Exemples d'application
 - 3.5.3. Licenciement discriminatoire
 - 3.5.4. Discrimination au niveau des conditions de travail

II. LE CONTRAT DE TRAVAIL ET SES DIFFERENTES FORMES

- 1. NOTION DE CONTRAT DE TRAVAIL ET DE SUBORDINATION
 - 1.1. *Généralités*
 - 1.2. *Lien de subordination*
 - 1.2.1. Notion et principes
 - 1.2.2. Professions du milieu médical
 - 1.2.3. Commerciaux et vendeurs
 - 1.2.4. Sportifs et entraîneurs
 - 1.2.5. Autres professions
 - 1.2.6. Divers autres critères d'appréciation
 - 1.2.7. Conventions de nature spécifique
 - 1.2.8. Conjoint-aidant et mariage
 - 1.3. *Cumul entre contrat de travail et mandat social*
 - 1.3.1. Principes et généralités
 - 1.3.2. Administrateurs et administrateurs-délégués de sociétés anonymes
 - 1.3.3. Gérants de Sàrl
 - 1.3.99. Autres cas
 - 1.4. *Droit applicable*
- 2. CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE
 - 2.1. *Généralités*
 - 2.2. *Cas de requalification du CDD en CDI*
 - 2.3. *Conséquences de la requalification*
 - 2.3.1. Maintien du salaire
 - 2.3.2. Existence d'un licenciement ; caractère abusif du licenciement
 - 2.3.3. Autres aspects
- 3. TRAVAIL INTÉRIMAIRE
 - 3.1. *Egalité de traitement*
 - 3.2. *Sanction de la requalification en CDI*
 - 3.99. *Divers (intérim)*
- 4. MISE À DISPOSITION DE MAIN-D'ŒUVRE
- 5. AUTRES FORMES DE CONTRATS PRÉCAIRES
- 6. CONTRAT D'APPRENTISSAGE
- 7. CONTRAT DE TRAVAIL MARITIME
- 8. CONTRAT DE STAGE

III. CONCLUSION DU CONTRAT DE TRAVAIL

- 1. FORMATION DU CONTRAT
 - 1.1. *Procédure d'embauche*
 - 1.1.1. Phase précontractuelle et entretien d'embauche
 - 1.1.1.1. Promesses d'embauche
 - 1.1.1.1. Obligation de révéler des informations
 - 1.1.2. Tests et essais avant embauche

- 1.2. *Priorité d'embauche*
- 1.3. *Forme et accord de volontés*
- 1.4. *Vices du consentement*
 - 1.4.1. Généralités
 - 1.4.2. Causes de nullité
 - 1.4.2.1. Erreur sur l'état de santé
 - 1.4.2.2. Autres cas
 - 1.4.3. Conséquences de la nullité
- 2. **CONTENU DU CONTRAT DE TRAVAIL**
 - 3.1. *Généralités*
 - 3.2. *Clause d'essai*
 - 3.2.1. Validité formelle de la clause d'essai
 - 3.2.2. Durée de l'essai
 - 3.2.2.1. Généralités et principes
 - 3.2.2.2. Interprétation des clauses
 - 3.2.2.3. Détermination de la durée maximale
 - 3.2.3. Renouvellement de la période d'essai
 - 3.2.3.1. Succession de contrats
 - 3.2.3.2. Mutation intra-groupe
 - 3.3. *Clauses facultatives*
 - 3.3.1. Obligations de non-concurrence
 - 3.3.1.1. Clauses de non-concurrence
 - 3.3.1.2. Actes de concurrence
 - 3.3.2. Remboursement des frais de formation
 - 3.3.3. Clauses relatives au préavis
 - 3.3.4. Autres clauses facultatives
 - 3.4. *Clauses non admissibles*
 - 3.4.1. Clauses fixant des motifs de licenciement
 - 3.4.1.1. Clauses dans le contrat individuel
 - 3.4.1.2. Clauses de conventions collectives
 - 3.4.2. Clauses relatives à la responsabilité civile
 - 3.4.3. Autres clauses non admissibles
- 3. **PREUVE DU CONTRAT DE TRAVAIL ET DE SON CONTENU**
 - 3.1. *Principes*
 - 3.2. *Contrat de travail apparent*
 - 3.3. *Admissibilité de la preuve par témoins*
 - 3.4. *Exemples d'appréciation*

IV. MODIFICATION ET TRANSFERT DU CONTRAT DE TRAVAIL

- 1. **MODIFICATION D'UN COMMUN ACCORD**
 - 1.1. *Généralités*
 - 1.2. *Preuve de la modification d'un commun accord*
- 2. **MODIFICATION UNILATÉRALE**
 - 2.1. *Généralités*
 - 2.2. *Notion de modification substantielle*
 - 2.2.1. Changement de tâche
 - 2.2.2. Changement de la rémunération et des accessoires
 - 2.2.3. Changement de la durée de travail
 - 2.2.4. Changement de l'horaire
 - 2.2.5. Changement du lieu de travail
 - 2.3. *Modification unilatérale ne respectant pas la procédure*
 - 2.3.1. Possibilité de demander des dommages-intérêts

- 2.3.1.1. Par une démission valant licenciement
 - 2.3.1.2. Sans démission
- 2.3.2. Possibilité de demander la nullité de la modification
 - 2.3.2.1. Principe de nullité de la modification
 - 2.3.2.2. Délai pour demander la nullité ; réaction tardive
- 2.4. *Modification respectant la procédure légale*
 - 2.4.1. Impossibilité d'imposer le maintien des conditions antérieures
 - 2.4.2. Possibilité de démission valant licenciement
 - 2.4.3. Caractère justifié ou abusif de la modification
 - 2.4.4. Indemnisation en cas de démission-licenciement
- 3. TRANSFERT D'ENTREPRISE
 - 3.1. *Conditions*
 - 3.2. *Effets du transfert*
- 4. DETACHEMENT A L'ETRANGER

V. REMUNERATION

- 1. DETERMINATION DU SALAIRE
 - 1.1. *Fixation et détermination du salaire*
 - 1.1.1. Principes
 - 1.1.2. Type de salaire
 - 1.1.3. Preuve du salaire
 - 1.1.4. Classification au vu de la convention collective
 - 1.2. *Composantes du salaire*
 - 1.3. *Echelle mobile des salaires*
 - 1.4. *Salaire social minimum*
 - 1.4.1. Généralités
 - 1.4.2. Salaire minimum qualifié
 - 1.4.2.1. Principes
 - 1.4.2.2. Exemples d'application
- 2. DROIT AU SALAIRE
 - 2.1. *Généralités et principes*
 - 2.2. *Preuve de la prestation de travail*
 - 2.2.1. Preuve de la présence ou absence au travail
 - 2.2.2. Preuve de la justification d'une absence
 - 2.2.3. Preuve du nombre d'heures prestées
- 3. PAIEMENT DU SALAIRE PAR L'EMPLOYEUR
- 4. CONDAMNATION AU PAIEMENT DU SALAIRE
 - 4.1. *Montant brut*
 - 4.2. *Intérêts*
 - 4.3. *Preuve du paiement par l'employeur*
 - 4.4. *Préjudice moral pour non-paiement du salaire*
- 5. PRIMES, GRATIFICATIONS ET COMMISSIONS
 - 5.1. *Droit à la prime ; droits acquis*
 - 5.1.1. Principes
 - 5.1.2. Clauses de libéralité
 - 5.1.3. Conditions du droit acquis
 - 5.1.4. Exemples d'appréciation
 - 5.2. *Montant de la prime*
 - 5.2.1. Généralités
 - 5.2.2. Primes indéterminées quant au montant
 - 5.3. *Fin du contrat et droit à la prime*
 - 5.4. *Droit acquis sur les conditions de travail*

- 6. RETENUES SUR SALAIRE
- 7. REPETITION DE L'INDU
- 8. FRAIS PROFESSIONNELS

VI. CONDITIONS DE TRAVAIL

- 1. SANTE AU TRAVAIL
 - 1.1. *Généralités*
 - 1.2. *Déclaration d'inaptitude et reclassement*
- 2. SECURITE AU TRAVAIL
 - 2.1. *Généralités*
 - 2.2. *Droit de retrait*
- 3. HARCELEMENT MORAL
 - 3.1. *Généralités et principes*
 - 3.2. *Exemples d'application*
 - 3.2.1. Décisions reconnaissant le harcèlement
 - 3.2.2. Décisions ne reconnaissant pas le harcèlement
 - 3.2.2.2.1. Exercice légitime de l'autorité patronale
 - 3.2.2.2.2. Faits non constitutifs d'un harcèlement
 - 3.2.2.2.3. Faits imprécis ou non établis
- 4. HARCELEMENT SEXUEL
 - 4.1. *Devoirs envers la victime*
 - 4.2. *Sanction de l'auteur*

VII. DUREE DE TRAVAIL

- 1. NOTION DE DUREE DE TRAVAIL
 - 1.1. *Généralités*
 - 1.2. *Temps de transport*
 - 1.3. *Temps de disponibilité et d'astreinte*
- 2. ORGANISATION FLEXIBLE DU TRAVAIL
 - 2.1. *Plan d'organisation du travail*
 - 2.2. *Horaire mobile*
 - 2.3. *Durée de travail variable*
- 3. HEURES SUPPLEMENTAIRES
 - 3.1. *Obligation de prêter des heures supplémentaires*
 - 3.2. *Preuve des heures supplémentaires*
 - 3.2.1. Charge de la preuve
 - 3.2.2. Moyens de preuve
 - 3.2.2.1. Injonctions de verser des documents
 - 3.2.2.2. Preuves reconnues comme suffisantes
 - 3.2.2.3. Témoignages
 - 3.2.2.4. Expertises
 - 3.3 *Accord de l'employeur*
 - 3.4. *Qualité de cadre supérieur*
 - 3.4.1. Principes
 - 3.4.2. Exemples d'appréciation
 - 3.5. *Indemnisation des heures supplémentaires*
 - 3.5.1. Généralités
 - 3.5.2. Indemnisation ou compensation forfaitaire
 - 3.5.3. Taux de majoration
 - 3.5.4. Indemnisation ex aequo et bono
 - 3.6. *Spécificités du transport routier ; données tachygraphiques*
 - 3.99. *Autres problématiques en matière d'heures supplémentaires*

- 4. TRAVAIL A TEMPS PARTIEL
- 5. TRAVAIL DOMINICAL
- 6. TRAVAIL DE NUIT
- 99. AUTRES QUESTIONS RELATIVES A LA DUREE DE TRAVAIL

VIII. CONGES ET JOURS FERIES

- 1. CONGE ANNUEL
 - 1.1. *Généralités*
 - 1.2. *Conditions de naissance du congé*
 - 1.3. *Fixation du congé*
 - 1.4. *Report du congé à l'année subséquente*
 - 1.4.1. *Généralités*
 - 1.4.2. *Cas de report du congé*
 - 1.4.2.1. *Accord patronal explicite ou implicite*
 - 1.4.2.1.1. *Généralités*
 - 1.4.2.1.2. *Preuve sur base de documents émanant de l'employeur*
 - 1.4.2.2. *Salariés empêchés de solder leur congé dans l'année*
 - 1.4.2.2.1. *Salariés malades*
 - 1.4.2.2.99. *Autres cas*
 - 1.5. *Solde de congé en fin de contrat*
 - 1.6. *Preuve en matière de congé annuel*
- 2. AUTRES CONGES
 - 2.1. *Congé extraordinaire pour raisons d'ordre personnel*
 - 2.2. *Congé pour raisons familiales*
 - 2.3. *Congé sans solde*
 - 2.4. *Congé parental*
- 3. JOURS FÉRIÉS

IX. MALADIE DU SALARIÉ

- 1. OBLIGATIONS D'INFORMATION DU SALARIÉ
 - 1.1. *Généralités*
 - 1.2. *Information du premier jour*
 - 1.2.1. *Moment de l'information*
 - 1.2.2. *Forme de l'information*
 - 1.2.4. *Contenu de l'information*
 - 1.2.5. *Preuve de l'information*
 - 1.2.6. *Personnes qualifiées pour recevoir l'information*
 - 1.3. *Certificat médical du troisième jour*
 - 1.3.1. *Calcul du délai de 3 jours*
 - 1.3.2. *Forme du certificat*
 - 1.3.3. *Preuve de la réception par l'employeur*
 - 1.3.3.1. *Généralités*
 - 1.3.3.2. *Dépôt dans la boîte à lettres de l'employeur*
 - 1.3.3.3. *Envoi du certificat dans le délai*
 - 1.3.3.4. *Erreurs et aléas postaux*
 - 1.3.4. *Personnes qualifiées pour recevoir le certificat*
 - 1.4. *Certificat tardif en cas d'hospitalisation urgente*
- 2. PROTECTION DU SALARIÉ DURANT LA MALADIE
 - 2.1. *Continuation du salaire et indemnité pécuniaire de maladie*
 - 2.1.1. *Certificat tardif et droit au salaire*
 - 2.1.2. *Calcul de l'indemnité pécuniaire de maladie*
 - 2.2. *Protection contre le licenciement*

- 2.2.1. Généralités
- 2.2.2. Licenciement avant information
- 2.2.3. Information/certificat tardifs
- 2.2.4. Fin de la protection
 - 2.2.4.1. Expiration de la protection liée à l'information du premier jour
 - 2.2.4.2. Expiration de la protection liée au certificat médical
 - 2.2.4.3. Expiration de la protection au bout de 26 semaines
- 2.2.5. Cas d'exclusion de la protection
- 3. CONTESTATION DU CERTIFICAT DE MALADIE
 - 3.1. *Obligation du salarié de se soumettre au contre-examen*
 - 3.2. *Preuve de l'aptitude au travail*
 - 3.2.1. Principes d'appréciation des preuves
 - 3.2.2. Valeur de l'avis du médecin conseil
 - 3.3. *Exemples d'appréciation*
 - 3.3.1. Preuve par des éléments factuels
 - 3.3.2. Preuve par des certificats médicaux d'aptitude
- 4. LICENCIEMENT POUR CAUSE DE NON-INFORMATION SUR UNE MALADIE
 - 4.1. *Principes*
 - 4.2. *Exemples d'application*
 - 4.2.1. Prise en compte de la connaissance patronale de la maladie
 - 4.2.2. Licenciement peu après le début de l'absence (3 – 5 jours)
 - 4.2.2.1. Cas d'absence injustifiée dès le début
 - 4.2.2.2. Information au début, mais certificat tardif
 - 4.2.3. Licenciement après > 5 jours
 - 4.2.4. Répétitivité du défaut d'information
- 5. LICENCIEMENT POUR CAUSE D'ABSENTEISME CHRONIQUE
 - 5.1. *Principes*
 - 5.2. *Distinction en fonction de l'origine de l'absence*
 - 5.3. *Exemples d'appréciation*

X. RESPONSABILITÉ CIVILE

- 1. RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'EMPLOYEUR
- 2. RESPONSABILITÉ CIVILE DU SALARIÉ
 - 2.1. *Principes*
 - 2.2. *Exemples d'appréciation de gravité de la faute*
 - 2.2.1. Violation d'une obligation de non-concurrence
 - 2.2.2. Circulation et transport routier
 - 2.2.3. Autres cas
 - 2.3. *Responsabilité du salarié envers les tiers*

XI. LICENCIEMENT – GÉNÉRALITÉS

- 1. GÉNÉRALITÉS
- 2. AUTEUR DU LICENCIEMENT
- 3. EFFET DU LICENCIEMENT
 - 3.1. *Date de prise d'effet du licenciement*
 - 3.2. *Caractère unilatéral et irrévocable*
 - 3.3. *Rétractation d'un commun accord*
 - 3.4. *Réception par le salarié*
- 4. INTERPRÉTATION DE LA VOLONTÉ PATRONALE
 - 4.1. *Existence d'une volonté de licencier*
 - 4.1.1. Déclarations orales de l'employeur
 - 4.1.2. Déclarations écrites de l'employeur

- 4.1.3. Comportement tacite de l'employeur
 - 4.1.4. Prise d'acte d'une rupture inexistante
- 4.2. *Qualification de licenciement avec préavis ou avec effet immédiat*
- 5. IMPACT D'AVERTISSEMENTS ANTÉRIEURS
 - 5.1. *Généralités*
 - 5.2. *Non bis in idem ; exigence d'une nouvelle faute*
 - 5.3. *Avertissements anciens*
 - 5.4. *Exemples d'application*
- 6. PRÉCISION DES MOTIFS
 - 6.1. *Principes et généralités*
 - 6.2. *Éléments pris en compte à titre de motivation*
 - 6.2.1. Caractère limitatif de la motivation
 - 6.2.2. Références et renvois à des éléments extrinsèques
 - 6.2.3. Prise en compte des connaissances du salarié
 - 6.2.4. Droit d'apporter des précisions
 - 6.2.4.1. Principes
 - 6.2.4.2. Exemples d'application
 - 6.3. *Degré de précision exigé*
 - 6.3.1. Motifs personnels
 - 6.3.1.1. Généralités
 - 6.3.1.2. Absences injustifiées et abandon de poste
 - 6.3.1.3. Insuffisance professionnelle
 - 6.3.1.4. Fautes professionnelles
 - 6.3.1.5. Insubordination
 - 6.3.1.6. Violences
 - 6.3.1.7. Insultes et menaces
 - 6.3.1.8. Circulation routière
 - 6.3.1.9. Information tardive sur une maladie
 - 6.3.1.10. Absentéisme chronique
 - 6.3.1.99. Autres cas
 - 6.3.2. Degré de précision de motifs économiques
 - 6.3.2.1. Généralités
 - 6.3.2.2. Perte d'un marché
 - 6.3.2.3. Difficultés économiques et manque de rentabilité
 - 6.3.2.4. Réorganisation et rationalisation
 - 6.3.2.4.1. Justification de la suppression du poste
 - 6.3.2.4.2. Justification de la mesure de réorganisation
- 7. PREUVE DE L'EXISTENCE D'UN LICENCIEMENT

XII. LICENCIEMENT AVEC PRÉAVIS

- 1. PROCÉDURE DE LICENCIEMENT AVEC PRÉAVIS
 - 1.1. *Moment du licenciement ; délai moral*
 - 1.2. *Entretien préalable au licenciement*
 - 1.2.1. Généralités
 - 1.2.2. Computation du seuil de 150 salariés
 - 1.2.2.1. Principes
 - 1.2.2.2. Prise en compte du groupe ou de l'EES
 - 1.3. *Mise à pied et licenciement avec préavis*
 - 1.4. *Lettre de licenciement*
 - 1.4.1. Forme de la lettre de licenciement
 - 1.4.2. Motivation spontanée
 - 1.4.2.1. Généralités

- 1.4.2.2. Hypothèse dans laquelle le salarié demande les motifs
 - 1.4.2.3. Hypothèse dans laquelle le salarié ne demande plus les motifs
- 1.5. *Demande de motifs*
- 1.6. *Lettre de motivation*
 - 1.6.1. Généralités
 - 1.6.2. Début du délai d'un mois
 - 1.6.3. Expiration du délai d'un mois
- 1.7. *Aménagement conventionnel de la procédure de licenciement*
- 2. PÉRIODE DE PRÉAVIS SUITE AU LICENCIEMENT
 - 2.1. *Détermination de la période de préavis*
 - 2.1.1. Durée du préavis
 - 2.1.2. Début du préavis
 - 2.1.3. Fin du préavis
 - 2.2. *Dispense de travail durant le préavis*
 - 2.2.1. Forme de la dispense
 - 2.2.2. Maintien des avantages
 - 2.2.3. Complément différentiel de salaire
 - 2.2.99. Autres problèmes liés à la dispense
 - 2.3. *Préavis et congé*
 - 2.3.1. Solde de congés durant le préavis
 - 2.3.2. Congé pour la recherche d'un emploi
 - 2.4. *Indemnité compensatoire de préavis*
 - 2.4.1. Généralités
 - 2.4.2. Erreurs dans le préavis accordé
 - 2.4.2.1. Préavis trop long
 - 2.4.2.2. Préavis trop court
 - 2.4.3. Caractère forfaitaire
 - 2.4.3.1. Principes
 - 2.4.3.2. Déduction des indemnités de chômage
 - 2.4.3.3. Déduction des indemnités pécuniaires de maladie
 - 2.4.4. Base de calcul
- 3. INDEMNITÉ DE DÉPART
 - 3.1. *Généralités*
 - 3.2. *Droit à l'indemnité de départ*
 - 3.3. *Montant de l'indemnité de départ*
 - 3.3.1. Base de calcul
 - 3.3.2. Détermination de l'ancienneté
 - 3.3.3. Indemnité de départ conventionnelle
- 4. MOTIFS DE LICENCIEMENT AVEC PRÉAVIS — PRINCIPES
 - 4.1. *Généralités*
 - 4.2. *Notion de motif réel et sérieux*
 - 4.3. *Tolérance patronale, comportement contradictoire*
 - 4.4. *Actes posés comme mandataire social ou comme salarié*
- 5. MOTIFS LIÉS À LA PERSONNE DU SALARIÉ — TYPOLOGIE
 - 5.1. *Mésentente et perte de confiance*
 - 5.2. *Insultes et liberté d'expression*
 - 5.3. *Insubordination et refus d'ordre*
 - 5.4. *Insuffisance professionnelle*
 - 5.4.1. Généralités
 - 5.4.2. Non-atteinte des objectifs
 - 5.4.3. Rendement insuffisant
 - 5.4.4. Manque de motivation et d'assiduité

- 5.4.5. Compétences professionnelles insuffisantes
- 5.4.6. Incapacité de gérer une équipe
- 5.4.99. Autres cas d'insuffisance professionnelle
- 5.5. *Fautes professionnelles*
 - 5.5.1. Erreurs de surveillance
 - 5.5.2. Erreurs comptables
 - 5.5.3. Travail mal réalisé
 - 5.5.4. Circulation routière
 - 5.5.5. Omission de dénoncer des incidents
 - 5.5.99. Autres cas
- 5.6. *Sécurité et santé*
 - 5.6.1. Omission de porter les équipements de protection
 - 5.6.2. Licenciement pour risque de sécurité
 - 5.6.99. Autres cas
- 5.7. *Retrait d'agrément ou d'autorisation*
- 5.8. *Retards*
- 5.9. *Activités privées pendant le temps de travail*
- 5.10. *Activités annexes et concurrentes*
- 5.11. *Salarié défendant ses droits*
- 5.99. *Autres cas*
- 6. MOTIFS ÉCONOMIQUES LIÉS AUX BESOINS DE FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE
 - 6.1. *Types de motifs économiques*
 - 6.1.1. Fermeture d'entreprise, cessation d'activité
 - 6.1.2. Licenciement en raison de difficultés économiques
 - 6.1.2.1. Généralités
 - 6.1.2.2. Niveau d'appréciation des difficultés économiques
 - 6.1.2.2.1. Appréciation entre différents services et établissements
 - 6.1.2.2.2. Appréciation entre sociétés d'un même groupe
 - 6.1.3. Suppression de postes dans le but d'augmenter la rentabilité
 - 6.1.4. Cumul de motifs économiques et personnels
 - 6.2. *Limites du contrôle par le juge*
 - 6.2.1. Appréciation du motif économique invoqué
 - 6.2.1.1. Généralités
 - 6.2.1.2. Appréciation de la qualité de la gestion économique par l'employeur
 - 6.2.1.3. Employeur agissant avec légèreté blâmable
 - 6.2.1.3.1. Décision fondée sur des prévisions futures incertaines
 - 6.2.1.3.2. Difficultés économiques connues au moment de l'embauche
 - 6.2.1.3.3. Décision hâtive ; période d'observation insuffisante
 - 6.2.2. Appréciation des mesures décidées par l'employeur face à la situation économique
 - 6.2.3. Obligation de rechercher des alternatives au licenciement économique
 - 6.2.4. Sélection sociale des salariés affectés par le licenciement économique
 - 6.3. *Exemples de motifs économiques*
 - 6.3.1. Fin d'activité
 - 6.3.2. Baisse d'activité
 - 6.3.3. Difficultés économiques importantes
 - 6.3.4. Mesures de rationalisation
 - 6.3.5. Suppression de postes non rentables
 - 6.3.6. Externalisation et délocalisation
 - 6.3.7. Appréciation de la suppression du poste
 - 6.3.8. Salariés réussissant à établir le prétexte fallacieux

XIII. LICENCIEMENT AVEC EFFET IMMÉDIAT

1. GÉNÉRALITÉS

2. PROCÉDURE

2.1. *Moment du licenciement – délai d'un mois*

2.1.1. Principes

2.1.2. Connaissance de la faute

2.1.3. Fin du délai

2.1.4. Fautes qui perdurent

2.2. *Mise à pied*

2.3. *Lette de licenciement*

2.4. *Demande d'admission provisoire au chômage*

2.4.1. Généralités

2.4.2. Portée de la compétence du président

2.4.3. Exigence d'un licenciement

3. FAUTE GRAVE

3.1. *Notion de faute grave*

3.2. *Critères d'appréciation de la faute grave*

3.3. *Exemples de fautes graves*

3.3.1. Motifs liés à la vie privée

3.3.2. Activité concurrentielle

3.3.2.1. Exploitation d'une activité concurrentielle

3.3.2.2. Préparation d'une activité concurrentielle

3.3.3. Absences injustifiées

3.3.3.1. Généralités

3.3.3.2. Absence < 1 jour ; abandon de poste

3.3.3.3. Absence de 1 jour

3.3.3.4. Absence <= 1 semaine

3.3.3.5. Absence > 1 semaine

3.3.3.6. Absence suite à un refus de congé

3.3.3.7. Salariés se trouvant dans des situations spécifiques

3.3.3.8. Salariés ne faisant pas leur horaire complet

3.3.3.9. Travail durant la maladie

3.3.3.99. Autres absences injustifiées

3.3.4. Fautes professionnelles

3.3.4.1. Travail mal réalisé

3.3.4.2. Banquiers

3.3.4.3. Agents de sécurité

3.3.4.4. Manque de diligence causant préjudice

3.3.4.5. Violation de règles de confidentialité

3.3.4.6. Circulation routière

3.3.4.7. Erreurs de surveillance

3.3.4.99. Autres fautes professionnelles

3.3.5. Comportement inadéquat, menaçant et violent

3.3.5.1. Comportement inapproprié

3.3.5.2. Menaces

3.3.5.3. Violences et agressions physiques

3.3.6. Liberté d'expression

3.3.6.1. Insultes

3.3.6.2. Critiques justifiées

3.3.7. Insubordination ; refus d'ordre

3.3.7.1. Refus opposés par des chauffeurs routiers

3.3.7.2. Refus de se conformer aux règles de sécurité

3.3.7.3. Autres cas de refus de travail

- 3.3.7.4. Refus de signer des documents
- 3.3.8. Addictions et lieu de travail
 - 3.3.8.1. Alcool au travail
 - 3.3.8.2. Tabac au travail
 - 3.3.8.3. Stupéfiants au travail
- 3.3.9. Actes et infractions au préjudice de l'entreprise
 - 3.3.9.1. Vol
 - 3.3.9.2. Détournements et manœuvres frauduleuses
 - 3.3.9.3. Salariés se payant des sommes d'argent
 - 3.3.9.4. Usage des moyens de communication à des fins privées
 - 3.3.9.5. Falsifications et mensonges
 - 3.3.9.5.1. Manipulation des données sur la durée de travail
 - 3.3.9.5.2. Autres falsifications
- 3.3.10. Accès illégitime à des données
- 3.3.11. Exercice de l'activité sans les autorisations ou formalités requises
- 3.3.99. Autres exemples de faute grave

XIV. LICENCIEMENT ABUSIF OU IRRÉGULIER

1. GENERALITES

- 1.1. *Principes*
- 1.2. *Proposition de réintégration*
- 1.3. *Faute non grave qui aurait justifié un licenciement avec préavis*
- 1.4. *Comportement fautif du salarié ayant contribué au licenciement*
 - 1.4.1. Incidence sur le préjudice matériel
 - 1.4.2. Incidence sur le préjudice moral
- 1.5. *Règles en cas de succession de licenciements*
- 1.6. *Intérêts sur dommages-intérêts*

2. PREJUDICE MATERIEL

- 2.1. *Calcul d'un différentiel*
 - 2.1.1. Généralités
 - 2.1.2. Charge de la preuve du préjudice
- 2.2. *Salaire de référence*
- 2.3. *Période de référence*
 - 2.3.1. Généralités
 - 2.3.2. Prise en compte du préavis pour la période de référence
 - 2.3.3. Prise en compte de l'ancienneté
 - 2.3.4. Recherche active d'emploi pour diminuer le préjudice
 - 2.3.4.1. Critères d'une recherche d'emploi active suffisante
 - 2.3.4.1.1. Principes
 - 2.3.4.1.2. Modalités de la recherche d'emploi
 - 2.3.4.1.3. Nature de l'emploi à rechercher
 - 2.3.4.1.4. Alternatives à la recherche d'un nouvel emploi salarié
 - 2.3.4.1.4.1. Formation de perfectionnement ou de reconversion professionnelle
 - 2.3.4.1.4.2. Développement d'une activité indépendante suite au licenciement
 - 2.3.4.1.5. Employeur offrant de réembaucher le salarié licencié
 - 2.3.4.2. Preuve de la recherche d'emploi
 - 2.3.4.3. Salariés dans des situations particulières entravant la recherche d'emploi
 - 2.3.4.3.1. Salariés à capacité physique réduite
 - 2.3.4.3.2. Salariés malades
 - 2.3.4.3.3. Salariées enceintes
 - 2.3.4.3.4. Salariés près de l'âge de la retraite
 - 2.3.4.3.99. Autres salariés en situation particulière

- 2.3.4.4. Incidence sur la période de référence et le préjudice matériel
 - 2.3.4.4.1. Absence d'efforts pour trouver un emploi
 - 2.3.4.4.2. Efforts insuffisants pour retrouver un emploi
 - 2.3.4.4.3. Efforts tardifs pour retrouver un emploi
- 2.3.5. Exemples d'appréciation de la période de référence
- 2.4. *Revenus et indemnités venant en déduction*
 - 2.4.1. Imputation d'indemnités sur le préjudice matériel
 - 2.4.1.1. Imputation de l'indemnité compensatoire de préavis
 - 2.4.1.2. Imputation de l'indemnité de départ
 - 2.4.1.3. Imputation des indemnités de chômage
 - 2.4.1.3.1. Principes
 - 2.4.1.3.2. Obligation de demander les indemnités de chômage
 - 2.4.2. Incidence d'un nouvel emploi trouvé par le salarié
 - 2.4.3. Autres revenus de substitution
 - 2.4.4. Revenus ne présentant pas de lien avec le licenciement
- 2.5. *Préjudice matériel autre que la perte de revenus immédiate*
 - 2.5.1. Carrière et revenus au-delà de la période de référence
 - 2.5.2. Primes et bonus
 - 2.5.3. Stock-options
 - 2.5.99. Autres chefs de préjudice causés par le licenciement
- 3. PREJUDICE MORAL
 - 3.1. *Principes*
 - 3.2. *Exemples d'appréciation du préjudice moral*
 - 3.2.1. Absence de préjudice moral
 - 3.2.2. Salarié s'attendant à la fin du contrat
 - 3.2.3. Caractère injurieux, humiliant ; dépression réactionnelle
 - 3.2.4. Salarié laissé dans l'ignorance des motifs de son renvoi
 - 3.2.5. Emploi retrouvé rapidement
 - 3.2.6. Montants élevés (> 10.000 euros)
 - 3.2.7. Situation de famille ; femmes enceintes
 - 3.2.8. Critère de l'âge
 - 3.2.9. Critère de l'ancienneté
 - 3.2.10. Critère de la recherche d'emploi
 - 3.2.99. Autres exemples de préjudice moral
- 4. IRREGULARITES FORMELLES
 - 4.1. *Généralités*
 - 4.2. *Formalités légales*
 - 4.2.1. Entretien préalable
 - 4.2.2. Lettre de licenciement
 - 4.2.3. Autres formalités
 - 4.3. *Formalités conventionnelles*

XV. PROTECTION SPECIALE CONTRE LE LICENCIEMENT

- 1. FEMMES ENCEINTES
 - 1.1. *Généralités*
 - 1.2. *Notification du certificat de grossesse*
 - 1.2.1. Forme de notification
 - 1.2.2. Délai de 8 jours
 - 1.3. *Mise à pied et action en résiliation pour faute grave*
 - 1.3.1. Procédure
 - 1.3.2. Exemples de faute grave
 - 1.4. *Action en nullité du licenciement*

- 1.4.1. Procédure
 - 1.4.1.1. Instance devant le président du tribunal
 - 1.4.1.2. Délai de 15 jours
- 1.4.2. Conséquences de la nullité
- 1.4.3. Option entre nullité et licenciement abusif
- 2. DELEGUES DU PERSONNEL
 - 2.1. *Généralités*
 - 2.2. *Conditions de la protection*
 - 2.2.1. Protection des candidats
 - 2.2.2. Fermeture d'entreprise et protection des délégués
 - 2.3. *Action du délégué suite à un licenciement*
 - 2.3.1. Action en nullité
 - 2.3.1.1. Généralités
 - 2.3.1.2. Procédure
 - 2.3.1.3. Préjudice moral accessoire à la nullité
 - 2.3.2. Action en dommages-intérêts
 - 2.4. *Action de l'employeur en cas de faute grave*
 - 2.4.1. Action en résiliation du contrat
 - 2.4.1.1. Généralités
 - 2.4.1.2. Mise à pied
 - 2.4.2. Faute grave
 - 2.4.2.1. Notion de faute grave
 - 2.4.2.2. Exemples de fautes graves
 - 2.4.2.2.1. Fautes liées à l'exercice du mandat de délégué
 - 2.4.2.2.2. Insubordination
 - 2.4.2.2.3. Absences injustifiées
 - 2.4.2.2.4. Fautes professionnelles
 - 2.4.2.2.5. Travail durant le congé
 - 2.4.2.2.6. Vols et détournements
 - 2.4.2.2.7. Comportement déplacé et insultes
 - 2.4.2.2.8. Falsifications
 - 2.4.2.2.9. Activité concurrentielle
 - 2.4.2.2.10. Violences
 - 2.4.2.2.99. Autres fautes graves
 - 2.4.3. Maintien provisoire de la rémunération
 - 2.4.3.1. Principes
 - 2.4.3.1.1. Appréciation sommaire
 - 2.4.3.1.2. Eléments de preuve dont il peut être tenu compte
 - 2.4.3.2. Procédure
 - 2.4.3.3. Durée de l'obligation de verser le salaire provisoire
 - 2.4.3.4. Exemples d'appréciations sommaires de la mise à pied
 - 2.4.4. Issue de la procédure en résiliation du contrat
 - 2.4.4.1. Faute grave non reconnue
 - 2.4.4.1.1. Généralités
 - 2.4.4.1.2. Maintien de l'emploi et réintégration
 - 2.4.4.1.3. Droit aux salaires depuis la mise à pied
 - 2.4.4.1.4. Préjudice moral
 - 2.4.4.2. Faute grave reconnue : remboursement des salaires touchés par provision
 - 2.5. *Protection en cas de modification des conditions de travail*
 - 2.99. *Jurisprudence relative au régime de la délégation antérieure à 2016*
 - 2.99.1. Portée de la protection
 - 2.99.2. Action en nullité du licenciement

- 2.99.3. Action en résiliation du contrat pour faute grave
 - 2.99.3.1. Procédure
 - 2.99.3.2. Mise à pied
 - 2.99.3.3. Délai pour invoquer la faute grave
 - 2.99.3.4. Maintien provisoire de la rémunération
- 2.99.4. Modification du contrat du délégué
- 3. COMITÉ MIXTE
- 4. PROTECTION LIÉE AU RECLASSEMENT
 - 4.1. *Protection suite à la saisine de la Commission mixte*
 - 4.1.1. Information de l'employeur au moment du licenciement
 - 4.1.2. Portée de la protection
 - 4.2. *Protection après une décision de reclassement interne*
- 5. PROTECTION DURANT LE CONGÉ PARENTAL
- 6. PROTECTION DURANT UN CONGÉ POUR RAISONS FAMILIALES

XVI. DÉMISSION DU SALARIÉ

- 1. GÉNÉRALITÉS
 - 1.1. *Principes*
 - 1.2. *Volonté non équivoque de démissionner*
 - 1.2.1. Comportement confirmant la volonté de démissionner
 - 1.2.2. Comportement ne pouvant être interprété comme démission
 - 1.2.3. Démission découlant de la simple absence du salarié
 - 1.2.4. Démission donnée sous la pression
 - 1.2.5. Démission donnée dans un état d'énervement
 - 1.3. *Requalification en licenciement – prise d'acte de la rupture*
 - 1.4. *Démission avant entrée en fonctions*
- 2. DÉMISSION AVEC PREAVIS
 - 2.1. *Généralités*
 - 2.2. *Préavis de démission*
- 3. DÉMISSION AVEC EFFET IMMÉDIAT
 - 3.1. *Procédure*
 - 3.1.1. Lettre de démission
 - 3.1.2. Moment de la démission, délai d'un mois
 - 3.2. *Motifs de démission*
 - 3.2.1. Charge de la preuve
 - 3.2.2. Manquements dans le paiement du salaire
 - 3.2.99. Autres motifs de démission avec effet immédiat
 - 3.3. *Conséquences d'une démission avec effet immédiat*
 - 3.3.1. Démission non justifiée par des motifs graves
 - 3.3.2. Démission justifiée par des motifs graves

XVII. RECOURS DE L'ÉTAT EN MATIÈRE D'INDEMNITÉS DE CHOMAGE

- 1. GÉNÉRALITÉS
- 2. EXISTENCE DU RECOURS DE L'ÉTAT
 - 2.1. *Principes*
 - 2.2. *Demande de l'État contre l'employeur suite à un licenciement*
 - 2.3. *Demande de l'État contre le salarié suite à un licenciement*
 - 2.3.1. Licenciement avec préavis
 - 2.3.2. Licenciement avec effet immédiat
 - 2.4. *Demande de l'État suite à une démission*
- 3. DÉTERMINATION DU MONTANT DU A L'ÉTAT
 - 3.1. *Portée du contrôle par le juge du travail*

- 3.2. *Assiette du recours de l'Etat*
- 3.3. *Modération et échelonnement du montant dû à l'Etat*
 - 3.3.1. *Principes*
 - 3.3.2. *Exemples d'application*
- 4. AUTRES DEMANDES INDEMNITAIRES DE L'ETAT CONTRE L'EMPLOYEUR
- 5. QUESTIONS PROCEDURALES LIEES A L'INTERVENTION DE L'ETAT
- 6. INCIDENCE D'UNE TRANSACTION OU D'UN DESISTEMENT
 - 6.1. *Décisions de la Cour de cassation*
 - 6.2. *Arrangement/désistement à la suite d'un licenciement avec préavis*
 - 6.3. *Arrangement/désistement à la suite d'un licenciement avec effet immédiat*
 - 6.4. *Validité et opposabilité de la transaction*

XVIII. AUTRES MODES DE RESILIATION

- 1. RESILIATION D'UN COMMUN ACCORD
 - 1.1. *Généralités*
 - 1.2. *Forme écrite*
 - 1.3. *Vices du consentement*
- 2. CESSATION DE PLEIN DROIT DU CONTRAT DE TRAVAIL
 - 2.1. *Généralités*
 - 2.2. *Epuisement de l'indemnité pécuniaire (52 semaines)*
 - 2.3. *Attribution d'une pension d'invalidité*
 - 2.99. *Autres cas de cessation de plein droit*

XIX. RESILIATION D'UN CDD ET D'UN CONTRAT A L'ESSAI

- 1. RESILIATION PENDANT LA PERIODE D'ESSAI
 - 1.1. *Généralités*
 - 1.2. *Fin du préavis devant se situer dans la période d'essai*
 - 1.3. *Calcul des délais*
 - 1.4. *Protection spéciale contre le licenciement durant la période d'essai*
 - 1.5. *Indemnisation en cas de licenciement irrégulier durant l'essai*
 - 1.5.1. *Notion de résiliation abusive durant l'essai*
 - 1.5.2. *Droit à une indemnité compensatoire de préavis*
 - 1.5.3. *Droit à des dommages-intérêts*
 - 1.6. *Indemnisation en cas de démission pour faute grave durant l'essai*
- 2. RESILIATION D'UN CDD
 - 2.1. *Licenciement par l'employeur*
 - 2.2. *Démission par le salarié*

XX. FORMALITES APRES LA FIN DU CONTRAT

- 1. REÇU POUR SOLDE DE TOUS COMPTES
- 2. CERTIFICAT DE TRAVAIL
- 99. DIVERS

XXI. DROIT DU TRAVAIL COLLECTIF

- 1. DELEGATIONS DU PERSONNEL
 - 1.1. *Elections sociales*
 - 1.2. *Fonctionnement de la délégation*
 - 1.3. *Compétences légales de la délégation*
 - 1.3.1. *Rôle d'interlocuteur entre employeur et salariés*
 - 1.3.2. *Compétences consultatives, information et consultation*
 - 1.3.3. *Compétences de négociation*
 - 1.3.4. *Compétences de co-décision*

- 1.4. *Extension conventionnelle des compétences*
 - 1.4.1. Clause exigeant l'accord de la délégation pour licencier
 - 1.4.99. Autres cas
- 1.5. *Entrave aux compétences de la délégation*
- 1.6. *Jurisprudence relative au régime de la délégation antérieur à 2016*
 - 1.6.1. Installation de la délégation
 - 1.6.2. Désignation du délégué à la sécurité
 - 1.6.3. Compétences et attributions
 - 1.6.4. Transfert d'entreprise
- 1.7. *Recours devant le directeur de l'ITM*
- 2. COGESTION DANS LES SOCIÉTÉS ANONYMES
- 3. NEGOCIATION COLLECTIVE
 - 3.1. *Conventions collectives*
 - 3.1.1. Généralités
 - 3.1.2. Nature juridique de la convention collective
 - 3.1.3. Champ d'application
 - 3.1.3.1. Champ d'application à l'égard des salariés
 - 3.1.3.1.1. Généralités
 - 3.1.3.1.2. Cadres supérieurs
 - 3.1.3.2. Champ d'application matériel
 - 3.1.3.3. Application volontaire de la convention collective
 - 3.1.4. Durée de survie après dénonciation
 - 3.1.5. Interprétation de la convention collective
 - 3.1.5.1. Règles d'interprétation
 - 3.1.5.2. Rôle des commissions paritaires
 - 3.1.5.3. Action en interprétation
 - 3.1.6. Autres problématiques liées aux conventions collectives
 - 3.2. *Licenciement collectif et plan social*
 - 3.2.1. Obligation de négocier un plan social
 - 3.2.2. Contenu et effets du plan social
 - 3.2.3. Protection contre le licenciement durant la phase de négociation
 - 3.99. *Autres accords collectifs*
- 4. SYNDICATS
 - 4.1. *Généralités*
 - 4.2. *Capacité à agir en justice*
 - 4.3. *Représentativité syndicale*
 - 4.4. *Liberté d'expression dans le contexte syndical*
- 5. DROIT DE GREVE

XXII. PROCEDURE EN DROIT DU TRAVAIL

- 1. COMPETENCE
 - 1.1. *Généralités*
 - 1.2. *Compétence territoriale*
 - 1.2.1. Généralités
 - 1.2.2. Règles de compétence internationale
 - 1.2.3. Règles de compétence nationale
 - 1.2.3.1. Détermination du lieu de travail déterminant
 - 1.2.3.2. Moyen à soulever in limine litis
 - 1.2.3.3. Exemples d'appréciation
 - 1.2.4. Clauses attributives de juridiction
 - 1.3. *Compétence matérielle*
 - 1.3.1. Généralités

- 1.3.2. Demandes de remboursement
 - 1.3.2.1. Prêts consentis par l'employeur
 - 1.3.2.99. Autres demandes de remboursement
- 1.3.3. Catégories particulières de travailleurs
 - 1.3.3.1. Contrats ayant un but de formation ou de réinsertion
 - 1.3.3.2. Entités relevant du secteur public
- 1.3.4. Questions touchant à la sécurité sociale
 - 1.3.4.1. Litiges liés à l'affiliation
 - 1.3.4.2. Litiges liés aux indemnités pécuniaires de maladie
 - 1.3.4.3. Litiges liés aux allocations familiales
- 1.3.5. Avantages associés ou non au contrat de travail
 - 1.3.5.1. Stock-options et achat d'actions
 - 1.3.5.99. Autres avantages
- 1.3.6. Fournitures au salarié
- 1.3.7. Litiges dans le contexte d'une faillite
- 1.3.8. Comportement du salarié après la fin du contrat
- 1.3.9. Diverses demandes de dommages-intérêts
- 1.3.10. Litiges relatifs à une transaction
- 1.3.99. Autres litiges
- 2. OBJET DE LA DEMANDE EN JUSTICE
 - 2.1. *Généralités*
 - 2.2. *Identification de la demande*
 - 2.2.1. Généralités
 - 2.2.2. Libellé obscur
 - 2.2.2.1. Principes
 - 2.2.2.2. Obligation d'indiquer la base juridique
 - 2.2.3. Identification de l'employeur
 - 2.2.4. Demandes non chiffrées
 - 2.3. *Demandes nouvelles*
 - 2.3.1. Demande nouvelle par rapport à la requête initiale
 - 2.3.1.1. Principes
 - 2.3.1.2. Simples moyens nouveaux
 - 2.3.1.3. Cas d'application
 - 2.3.2. Demande nouvelle en appel
 - 2.3.2.1. Généralités
 - 2.3.2.2. Simples moyens nouveaux en appel
 - 2.3.2.3. Cas d'application
- 3. PREUVE
 - 3.1. *Principes et généralités*
 - 3.1.1. Principe du contradictoire
 - 3.1.2. Autorité du pénal sur le civil
 - 3.1.2.1. Principes
 - 3.1.2.2. Surséance à statuer
 - 3.2. *Témoignages*
 - 3.2.1. Offre de preuve et enquête
 - 3.2.1.1. Généralités
 - 3.2.1.2. Droit à l'enquête
 - 3.2.1.3. Droit à la contre-preuve
 - 3.2.1.4. Recevabilité de la preuve et valeur du litige
 - 3.2.2. Attestations testimoniales
 - 3.2.2.1. Généralités
 - 3.2.2.2. Forme des attestations

- 3.2.2.3. Contenu des attestations
- 3.2.3. Capacité à témoigner et égalité des armes
 - 3.2.3.1. Principes et généralités
 - 3.2.3.2. Recours à un détective privé
 - 3.2.3.3. Salariés et anciens salariés
 - 3.2.3.3.1. Salariés en général
 - 3.2.3.3.2. Supérieurs hiérarchiques ; directeurs
 - 3.2.3.3.3. Salariés impliqués dans la procédure de licenciement
 - 3.2.3.3.4. Salariés concernés par les faits
 - 3.2.3.3.5. Salariés en litige avec l'employeur
 - 3.2.3.4. Existence de liens familiaux
 - 3.2.3.4.1. Membres de la famille de l'employeur
 - 3.2.3.4.2. Membres de la famille du salarié
 - 3.2.3.5. Mandataires sociaux et associés
 - 3.2.3.5.1. Gérants de sociétés à responsabilité limitée
 - 3.2.3.5.2. Administrateurs-délégués
 - 3.2.3.5.3. Administrateurs
 - 3.2.3.5.4. Actionnaires
 - 3.2.3.99. Autres cas
- 3.2.4. Appréciation des témoignages
 - 3.2.4.1. Principes
 - 3.2.4.2. Appréciation de la crédibilité
- 3.3. *Pièces et documents*
 - 3.3.1. Généralités
 - 3.3.2. Fiche de salaire
 - 3.3.3. Documents confidentiels
 - 3.3.4. Courrier électronique
- 3.4. *Enregistrements audio et vidéo*
- 3.5. *Expertises*
 - 3.5.1. Généralités
 - 3.5.2. Expertises unilatérales
- 3.6. *Comparution personnelle des parties*
- 3.7. *Aveu*
- 3.8. *Serment*
- 4. PRESCRIPTION ET FORCLUSION
 - 4.1. *Principes*
 - 4.1.1. Détour par les dommages-intérêts
 - 4.1.2. Salarié tardant à faire valoir ses droits
 - 4.2. *Forclusion de l'action en licenciement abusif*
 - 4.2.1. Généralités
 - 4.2.2. Début et fin du délai de forclusion de 3 mois
 - 4.2.2.1. Début du délai
 - 4.2.2.2. Licenciement ne respectant pas les formes légales
 - 4.2.2.3. Fin du délai
 - 4.2.3. Interruption par une lettre de réclamation
 - 4.2.3.1. Nouveau délai d'un an
 - 4.2.3.2. Moment de la réclamation
 - 4.2.3.2.1. Généralités
 - 4.2.3.2.2. Pas de contestation avant le début du délai de forclusion
 - 4.2.3.3. Forme de la lettre de réclamation
 - 4.2.3.4. Contenu de la lettre de réclamation
 - 4.2.3.5. Destinataire de la lettre de réclamation

- 4.2.4. Portée de la forclusion
- 4.3. *Prescription triennale des salaires*
 - 4.3.1. Portée de la prescription triennale
 - 4.3.2. Interruption de la prescription triennale
 - 4.3.3. Suspension de la prescription triennale
- 4.4. *Délais de prescription ordinaires*
- 5. TRANSACTION
 - 5.1. *Généralités*
 - 5.2. *Forme de la transaction*
 - 5.2.1. Principes
 - 5.2.2. Exemples de qualification
 - 5.3. *Concessions réciproques*
 - 5.4. *Vices du consentement*
- 6. PROCEDURE D'APPEL
 - 6.1. *Délai d'appel*
 - 6.2. *Taux de dernier ressort*
 - 6.3. *Intérêt pour faire appel*
 - 6.4. *Contenu de l'acte d'appel*
 - 6.5. *Jugements appelables, appels prématurés*
 - 6.5.1. Principes
 - 6.5.2. Cas d'application
 - 6.6. *Appel incident*
 - 6.7. *Exécution provisoire*
 - 6.8. *Questions spécifiques à l'Etat en instance d'appel*
 - 6.9. *Autres aspects liés à l'appel*
- 7. FRAIS ET INDEMNITES
 - 7.1. *Indemnité pour procédure vexatoire et abusive*
 - 7.2. *Frais de procédure*
 - 7.3. *Indemnité de procédure*
- 99. AUTRES QUESTIONS PROCEDURALES
 - 99.1. *Incidence d'une faillite*
 - 99.2. *Péremption d'instance*
 - 99.3. *Jonction*
 - 99.4. *Rectification d'erreur matérielle*
 - 99.5. *Ultra petita*